

motif d'espérer que tous les intéressés cherchent une solution qu'ils pourraient oser accepter. S'il en est ainsi, ce serait la plus grande folie que de négliger la moindre occasion de négocier; ce serait pis encore de supprimer toute possibilité de paix en revenant à l'emploi de la force. Si ce différend, le plus aigu de tous les différends récents, pouvait être réglé, le monde libre pourrait se trouver en état d'établir, fût-ce avec lenteur, difficulté et à-coups, les assises de la paix et de la stabilité politique dans l'Extrême-Orient. Il faut peut-être appuyer cette recherche de la paix et de la stabilité sur de puissants moyens de défense mais on ne saura trouver de solution au problème si l'on se contente de compter exclusivement et stérilement sur ces défenses. C'est entre autre ce qui m'engage à dire quelques mots des pourparlers qui se tiennent présentement à Londres sur le problème du désarmement et au sujet desquels on a posé quelques questions à la Chambre.

Comme les députés le savent, un sous-comité des cinq puissances, dont le Canada, tient actuellement des réunions à Londres pour étudier la limitation des armements dits ironiquement armes classiques et armes atomiques. Après s'être réuni le printemps dernier, ce sous-comité de cinq membres se réunit de nouveau pour donner suite à une résolution adoptée l'automne dernier par l'Assemblée générale des Nations Unies et à laquelle mon honorable ami le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social est loin d'être étranger. La réunion de Londres se tient à l'ombre sinistre de la bombe à hydrogène, ce qui devrait suffire pour l'engager à réussir. Les honorables députés se rappelleront que des propositions émanant de quatre puissances ont été mises de l'avant le printemps dernier. Leur objectif: limitation progressive des armements de types atomique et classique, s'accompagnant, à toutes les étapes, de mesures de contrôle et d'inspection efficaces et complètes.

Je ne peux dire grand chose des réunions de Londres puisqu'elles ont lieu à huis clos, même si la *Pravda* de Moscou, l'organe du gouvernement soviétique rompant ainsi le secret donne aujourd'hui de ces réunions un compte rendu provocateur et qui dénature les faits. Je n'ai pas l'intention de suivre cet exemple. Toutefois, comme l'autre jour, je peux dire que le manque de progrès si décourageant qu'il soit, n'est pas une raison pour rompre les négociations. Il est encore beaucoup trop tôt pour savoir si ces négociations aboutiront à un échec ou à des résultats nuls. Il y a toutes raisons pour qu'elles n'en arrivent pas là. Ne réussiraient-elles qu'à

marquer un seul pas en avant, elles contribueraient à supprimer la crainte qui sévit dans le monde et qui est à l'origine des armements.

Sans vouloir entrer dans les détails, je dirai qu'il se peut également, monsieur l'Orateur, que l'introduction de la bombe H dans le débat apporte réellement un nouvel élément et que nous devons tous envisager le problème sous un angle nouveau. Tout le succès de la méthode que nous avons suivie par le passé dépendait d'une entente sur une formule complète et parfaite de réglementation internationale. Or, l'application d'une telle méthode sera désormais plus difficile que jamais vu la nature des armes nouvelles qui se prêtent moins encore que les précédentes à une telle inspection et réglementation. Sans une certaine forme de réglementation et d'inspection sur laquelle nous pourrions nous fonder pour espérer que les ententes conclues seront respectées, toute proposition de désarmement, dans l'atmosphère actuelle de crainte et de discorde, serait simplement un leurre cruel et hypocrite et digne seulement de la propagande.

L'enjeu est trop important pour abandonner facilement la partie. Les investigateurs scientifiques nous disent qu'il n'y a aucun moyen d'assurer la défense complète ni même satisfaisante contre les armes nucléaires ni d'empêcher le transport ni le lancement de ces armes sur de grandes concentrations de population. Nous devons donc plus que jamais concentrer nos efforts non seulement sur la limitation des armements, si importante qu'elle soit, mais encore sur la recherche des moyens d'empêcher la guerre même. Ce qui est certain, c'est que la réglementation de notre pouvoir de nous détruire nous-mêmes est un sujet d'une si primordiale importance que si l'un des deux camps y avait recours comme moyen de propagande ou de contre-propagande, ce serait suprême folie et ce pourrait être suprême tragédie.

Certains se rassurent en pensant que les nouvelles armes sont si dévastatrices qu'aucun belligérant n'osera s'en servir s'il sait que l'autre peut user de représailles et a conservé les moyens de le faire pour parer à toute attaque-surprise qui pourrait entraîner sa destruction. Une haute personnalité dont nous respectons toujours les paroles, sir Winston Churchill, disait l'autre jour, à la Chambre des communes, à Londres:

Quelle ironie! Nous en étions arrivés au point où la sécurité pouvait fort bien être fille de la terreur et la vie, sœur jumelle de la destruction totale.

C'est dire qu'en vertu de cette doctrine la paix, au lieu de reposer sur l'équilibre des puissances, repose aujourd'hui sur l'équilibre de la terreur. Je pense, monsieur l'Orateur